

LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté portant création provisoire d'un local de rétention administrative (LRA)

Vu le titre IV du livre VI du Code de l'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) ;

Vu le décret n°2004-379 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département ;

Vu le décret du 06 janvier 2021 publié le 07 janvier suivant, nommant Madame Françoise SOULIMAN, Préfet d'Eure-et-Loir ;

Considérant qu'en application des textes susvisés, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans les locaux ne relevant pas de l'Administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

Considérant l'arrêté n°2019-03-18 pris par le Préfet d'Eure-et-Loir le 18 mars 2019 portant création d'un local permanent de rétention administrative non mixte au sein de l'Hôtel de Police de Chartres, sis 57 rue du Docteur Maunoury à Chartres (28000) avec une capacité d'accueil de deux personnes ;

Considérant les dégradations volontaires commises au sein du local de rétention administrative de Chartres (28000) ; que ce dernier est rendu indisponible au regard de ces dégradations ;

Considérant la nécessité qu'il existe à créer un local de rétention administrative, tel que mentionné à l'article R.744-8 du CESEDA, au sein de l'Hôtel de Police de Chartres, sis 57 rue du Docteur Maunoury à Chartres (28000), pour une durée déterminée de quatre-vingt-seize heures afin d'y maintenir les ressortissants étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement ;

Sur proposition de Madame le Préfet d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

Article 1 : Une cellule de garde-à-vue sera affectée en local de rétention administrative provisoire au sein de l'Hôtel de police de Chartres, 57 rue du Docteur Maunoury à Chartres (28000), pour une durée déterminée de quatre-vingt-seize heures à compter du dimanche 20 novembre 2022 ;

Article 2 : Les fonctionnaires de police placés sous l'autorité du Directeur départemental de la sécurité publique d'Eure-et-Loir assurent les différentes escortes nécessaires ;

Article 3 : Madame le Préfet d'Eure-et-Loir, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique d'Eure-et-Loir, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le 16 novembre 2022

Le Préfet,

Françoise SOULIMAN